

RCS : EVREUX Code greffe : 2702

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de EVREUX atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2010 B 00146 Numéro SIREN : 520 457 136 Nom ou dénomination : CLOVIS
--

Ce dépôt a été enregistré le 08/01/2024 sous le numéro de dépôt 6625

Bilan Actif

Olivier DROMER

Vérifier la signature

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2022	Net 31/12/2021
Capital souscrit non appelé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	490	490		
Fonds commercial (1)	1 053 000		1 053 000	1 053 000
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	220 999	133 002	87 998	109 901
Autres immobilisations corporelles	957 296	487 126	470 170	531 646
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	24 446		24 446	23 708
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	2 256 231	620 618	1 635 613	1 718 255
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	939 251		939 251	970 465
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	29 150		29 150	24 361
Autres créances	563 511	16 468	547 044	280 552
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	208 263		208 263	755 661
Charges constatées d'avance (3)	5 550		5 550	3 454
TOTAL ACTIF CIRCULANT	1 745 725	16 468	1 729 258	2 034 493
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	4 001 956	637 086	3 364 871	3 752 748
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

■ Bilan Passif

	31/12/2022	31/12/2021
CAPITAUX PROPRES		
Capital	82 800	82 800
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	580 000	580 000
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	8 280	8 280
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	859 596	778 956
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	61 923	190 640
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	1 592 599	1 640 676
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	13 283	20 671
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	13 283	20 671
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	392 778	579 573
Emprunts et dettes financières diverses (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 151 854	1 048 121
Dettes fiscales et sociales	203 698	309 200
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	10 658	154 506
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES	1 758 989	2 091 401
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	3 364 871	3 752 748
(1) Dont à plus d'un an (a)	204 778	392 626
(1) Dont à moins d'un an (a)	1 554 211	231 595
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

Olivier DROMER

✓ Certified by  you sign

	France	Exportations et livraisons intracom.	31/12/2022	31/12/2021
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises	13 563 519		13 563 519	10 974 400
Production vendue (biens)	1 021 378		1 021 378	863 595
Production vendue (services)	73 185		73 185	27 068
Chiffre d'affaires net	14 658 082		14 658 082	11 865 063
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			24 512	24 319
Autres produits			5 347	94
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises			11 384 635	10 128 983
Variations de stock			31 214	-970 465
Achats de matières premières et autres approvisionnements			777 700	637 856
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			1 074 556	772 300
Impôts, taxes et versements assimilés			107 422	92 923
Salaires et traitements			868 899	665 687
Charges sociales			193 579	156 644
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			135 932	106 943
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			16 468	65
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			543	12 696
Autres charges			4 932	3 684
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			92 062	282 160
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)				
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			6 360	5 183
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-6 360	-5 183
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			85 701	276 977

■ Compte de résultat(suite)

	31/12/2022	31/12/2021
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	2 205	13 920
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	11 238	10 000
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-9 033	3 920
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	14 746	90 257
BENEFICE OU PERTE	61 923	190 640
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées	9 238	
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		



Olivier DROMER

✓ Certified by  yousign

ANNEXE

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

■ Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS CLOVIS

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022, dont le total est de 3 364 871 euro et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un bénéfice de 61 923 euro.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 16/05/2023 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2022 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 novembre 2016.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euro.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

En cas de présence d'un fonds de commerce ou droit au bail, si celui-ci ne fait pas l'objet d'un plan d'amortissement, un test de dépréciation est réalisé.

Le test de dépréciation est réalisé à partir d'une approche comparative (% du chiffre d'affaires annuel applicable dans la branche d'activité, multiple de l'excédent brut d'exploitation retraité,...).

Une provision est comptabilisée quand la valeur d'utilité issue du test de dépréciation est inférieure à la valeur comptable.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

■ Règles et méthodes comptables

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Titres de participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

En cas de présence à la date de clôture de l'exercice, la valeur brute des titres est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

En cas d'existence dans les présents comptes, les stocks et les en-cours sont valorisés :

- à leur prix d'achat net augmenté des frais accessoires pour les matières premières et les marchandises,
- à leur coût de production pour les en-cours de production,
- à leur prix de revient pour les produits finis.

Des provisions pour dépréciations ont été constituées chaque fois que la valeur vénale du bien était inférieure à sa valeur d'inventaire.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet, pour partie, d'une mention dans la présente annexe et pour le complément d'une comptabilisation en provisions.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,75 %
- Taux de croissance des salaires : 2 %
- Age de départ à la retraite : 62 ans
- Table de taux de mortalité : Table Insee 2022

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Nous rappelons que par acte en date du 11 mars 2020, la société a conclu un contrat de location-gérance avec la société PILALEURE à effet au 1^{er} mars 2020. La société n'a donc eu sur l'exercice ouvert à compter du 1^{er} mars 2020 qu'une activité de loueur de fonds. Ce contrat a été résilié le 28 février 2021.

La société CLOVIS dont la date de clôture a fait l'objet d'un changement au 31 décembre 2021 a repris une activité commerciale depuis le 1^{er} mars 2021 et succède à la société PILALEURE (exercice du 13 février 2020 au 28 février 2021). L'exercice précédent comporte donc 10 mois d'activité contre 12 mois pour l'exercice clos au 31 décembre 2022.

Règles et méthodes comptables

Autres éléments significatifs

Le conflit entre L'Ukraine et la Russie constitue un événement significatif de l'exercice 2022 dont les conséquences n'ont pas impacté les comptes de l'exercice 2022. Les différents postes du bilan ont été évalués en fonction des informations disponibles au 31 décembre 2022 et ne sont donc pas impactés.

A ce stade, les conséquences économiques ne sont pas totalement connues à la date d'arrêté des comptes. Toutefois, la direction n'anticipe pas d'impact remettant en cause la continuité d'exploitation de l'entreprise.

■ Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	1 053 000			1 053 000
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	490			490
Immobilisations incorporelles	1 053 490			1 053 490
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	214 714	6 285		220 999
- Installations générales, agencements aménagements divers	900 750	45 571		946 321
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	10 279	697		10 975
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	1 125 743	52 552		1 178 296
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	23 708	737		24 446
Immobilisations financières	23 708	737		24 446
ACTIF IMMOBILISE	2 202 942	53 289		2 256 231

■ Notes sur le bilan

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

	31/12/2022
Éléments achetés	1 053 000
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	
Total	1 053 000

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	490			490
Immobilisations incorporelles	490			490
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	104 814	28 188		133 002
- Installations générales, agencements aménagements divers	371 273	105 983		477 256
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	8 109	1 761		9 870
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	484 196	135 932		620 128
ACTIF IMMOBILISE	484 686	135 932		620 618

■ Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	24 446		24 446
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	29 150	29 150	
Autres	563 511	563 511	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	5 550	5 550	
Total	622 656	598 211	24 446
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	95 675
Disponibilités	
Total	95 675

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	65	16 468	65	16 468
Total	65	16 468	65	16 468
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		16 468	65	
Financières				
Exceptionnelles				

Capitaux propres

Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	828	100,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	828	100,00

■ Notes sur le bilan

Provisions

Dettes

Etat des dettes

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	392 778	188 000	204 778	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 151 854	1 151 854		
Dettes fiscales et sociales	203 698	203 698		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	10 658	10 658		
Produits constatés d'avance				
Total	1 758 989	1 554 211	204 778	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	186 725			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	152
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	78 393
Dettes fiscales et sociales	128 624
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	10 607
Total	217 776

■ Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Montant
Charges d'exploitation	5 550
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
Total	5 550

■ Autres informations

Effectif au 31 décembre 2021

Cadre 1

Agent de Maîtrise 4

Employés 27

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euro
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
<i>Nantissement du Fonds de Commerce à hauteur du montant du prêt du Crédit Agricole</i>	392 626
Autres engagements donnés	392 626
Total	392 626
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Autres informations

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 57 456 euro

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 13 283 euro

Pour un régime à prestations définies, il est fait application de la recommandation ANC 2013-02 du 7 novembre 2013.

CLOVIS

Triage de la Pelleterie
27160 BRETEUIL

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022

À l'assemblée générale de la société CLOVIS,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

DIAGNOSTIC EXPERTISE CONSEIL

Siège social
Parc de la Vatine
7, rue A. Sakharov
76130 Mont-Saint-Aignan
Tél. : 02 35 61 45 00
Fax : 02 35 61 43 89

decmsa@groupe-dec.fr
www.groupe-dec.fr



DEC - Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre de la région Rouen-Normandie
Société de Commissariat aux comptes inscrite à la compagnie régionale de Rouen
Société par actions simplifiée au capital de 360 225€
378 735 823 RCS ROUEN
N° d'identification à la TVA : FR18378735823

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé

Nous avons été avisés des conventions suivantes mentionnées à l'article L.227-10 du code de commerce qui sont intervenues au cours de l'exercice écoulé.

1. Rémunération de la Présidente
 - a. Société intéressée : S.A.S. Dromer Distribution, société Présidente à compter du 1^{er} février 2022.
 - b. Objet : Rémunération de la société Dromer Distribution dans le cadre de sa fonction de Présidente de la société Clovis.
 - c. Modalité : La prestation représente une charge de 128 333,33 € au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 223-16 du code de commerce, nous avons été informé que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

1. Rémunération de la Présidente
 - a. Société intéressée : S.A.R.L. Courseulles Holding, société mère du groupe, et présidente jusqu'au 31 janvier 2022.
 - b. Objet : Rémunération de la société Courseulles Holding dans le cadre de sa fonction de Présidente de la société Clovis.
 - c. Modalité : La prestation représente une charge de 11 666,67 € au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022.
2. Bail commercial
 - a. Société intéressée : S.A.S. Société d'exploitation Amidis et Compagnie
 - b. Objet : Contrat de location portant sur un ensemble immobilier sis Triage de la Pelleterie – 27160 Breteuil-sur-Iton composé de :
 - un local commercial en rez-de-chaussée de 4 640 m²;
 - un stationnement d'une capacité de 219 places ;
 - une station-service 2 volucompteurs – 140 m² environ

Le bail commercial a été établi le 9 janvier 2018 avec une prise d'effet rétroactive à compter du 1^{er} janvier 2018 pour une durée de 9 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2026.

c. Modalité : Le bail est consenti pour un loyer initial de 245 000 € annuels qui sont réévalués chaque année selon un mécanisme d'indexation tel que :

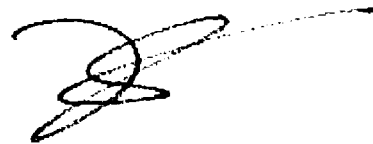
- Le loyer de l'exercice clos au 31 décembre 2022 s'élève à 264 727,44 €
- La taxe foncière refacturée par le bailleur s'élève à 49 151 €.

Fait à Mont-Saint-Aignan, le 29 novembre 2023

Le Commissaire aux comptes

DEC, représenté par

Guillaume DOISY, associé

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

SAS CLOVIS

SAS au Capital de 82 800 Euros

Triage de la Pelleterie

27160 BRETEUIL

**RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022**

DIAGNOSTIC EXPERTISE CONSEIL

Siège social
Parc de la Vatine
7, rue A. Sakharov
76130 Mont-Saint-Aignan
Tél. : 02 35 61 45 00
Fax : 02 35 61 43 89

decmsa@groupe-dec.fr
www.groupe-dec.fr



DEC - Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre de la région Rouen - Normandie
Société de Commissariat aux comptes inscrite à la compagnie régionale de Rouen
Société par actions simplifiée au capital de 369 225€
378 735 823 RCS ROUEN
N° d'identification à la TVA : FR18 378 735 823

SAS CLOVIS

SAS au Capital de 82 800 Euros

Triage de la Pelleterie

27160 BRETEUIL

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

Sommaire

- Rapport sur les comptes annuels
- Rapport spécial sur les conventions réglementées

CLOVIS
Triage de la Pelleterie
27160 BRETEUIL

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Aux associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la SAS CLOVIS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la SAS CLOVIS à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

DIAGNOSTIC EXPERTISE CONSEIL

Siège social
Parc de la Vatine
7, rue A. Sakharov
76130 Mont-Saint-Aignan
Tél. : 02 35 61 45 00
Fax : 02 35 61 43 89

decmsa@groupe-dec.fr
www.groupe-dec.fr



DEC : Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre de la région Rouen-Normandie
Société de Commissariat aux comptes inscrite à la compagnie régionale de Rouen
Société par actions simplifiée au capital de 369 225€
378 735 823 RCS ROUEN
N° d'identification à la TVA : FR18 378 735 823

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

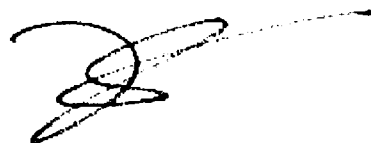
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mont-Saint-Aignan, le 29 novembre 2023

Le Commissaire aux comptes

DEC, représenté par

Guillaume DOISY, associé



■ Bilan Actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2022	Net 31/12/2021
Capital souscrit non appelé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	490	490		
Fonds commercial (1)	1 053 000		1 053 000	1 053 000
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	220 999	133 002	87 998	109 901
Autres immobilisations corporelles	957 296	487 126	470 170	531 646
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	24 446		24 446	23 708
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	2 256 231	620 618	1 635 613	1 718 255
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	939 251		939 251	970 465
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	29 150		29 150	24 361
Autres créances	563 511	16 468	547 044	280 552
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	208 263		208 263	755 661
Charges constatées d'avance (3)	5 550		5 550	3 454
TOTAL ACTIF CIRCULANT	1 745 725	16 468	1 729 258	2 034 493
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	4 001 956	637 086	3 364 871	3 752 748
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan Passif

	31/12/2022	31/12/2021
CAPITAUX PROPRES		
Capital	82 800	82 800
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	580 000	580 000
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	8 280	8 280
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	859 596	778 956
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	61 923	190 640
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	1 592 599	1 640 676
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	13 283	20 671
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	13 283	20 671
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	392 778	579 573
Emprunts et dettes financières diverses (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 151 854	1 048 121
Dettes fiscales et sociales	203 698	309 200
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	10 658	154 506
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES	1 758 989	2 091 401
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	3 364 871	3 752 748
(1) Dont à plus d'un an (a)	204 778	392 626
(1) Dont à moins d'un an (a)	1 554 211	231 595
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	France	Exportations et livraisons intracom.	31/12/2022	31/12/2021
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises	13 563 519		13 563 519	10 974 400
Production vendue (biens)	1 021 378		1 021 378	863 595
Production vendue (services)	73 185		73 185	27 068
Chiffre d'affaires net	14 658 082		14 658 082	11 865 063
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			24 512	24 319
Autres produits			5 347	94
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises			11 384 635	10 128 983
Variations de stock			31 214	-970 465
Achats de matières premières et autres approvisionnements			777 700	637 856
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			1 074 556	772 300
Impôts, taxes et versements assimilés			107 422	92 923
Salaires et traitements			868 899	665 687
Charges sociales			193 579	156 644
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			135 932	106 943
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			16 468	65
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			543	12 696
Autres charges			4 932	3 684
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			92 062	282 160
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)				
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			6 360	5 183
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			-6 360	-5 183
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			85 701	276 977

■ Compte de résultat(suite)

	31/12/2022	31/12/2021
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	2 205	13 920
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels (VII)	2 205	13 920
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	11 238	10 000
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles (VIII)	11 238	10 000
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-9 033	3 920
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	14 746	90 257
Total des produits (I-III+V+VI)	14 690 146	11 903 396
Total des charges (II+IV+VII+VIII)	14 126 923	11 712 756
BENEFICE OU PERTE	61 923	190 640
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs	9 238	
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

■ Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS CLOVIS

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022, dont le total est de 3 364 871 euro et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 61 923 euro.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 16/05/2023 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2022 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 novembre 2016.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euro.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

En cas de présence d'un fonds de commerce ou droit au bail, si celui-ci ne fait pas l'objet d'un plan d'amortissement, un test de dépréciation est réalisé.

Le test de dépréciation est réalisé à partir d'une approche comparative (% du chiffre d'affaires annuel applicable dans la branche d'activité, multiple de l'excédent brut d'exploitation retraité,...).

Une provision est comptabilisée quand la valeur d'utilité issue du test de dépréciation est inférieure à la valeur comptable.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

■ Règles et méthodes comptables

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Titres de participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

En cas de présence à la date de clôture de l'exercice, la valeur brute des titres est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

En cas d'existence dans les présents comptes, les stocks et les en-cours sont valorisés :

- à leur prix d'achat net augmenté des frais accessoires pour les matières premières et les marchandises,
- à leur coût de production pour les en-cours de production,
- à leur prix de revient pour les produits finis.

Des provisions pour dépréciations ont été constituées chaque fois que la valeur vénale du bien était inférieure à sa valeur d'inventaire.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet, pour partie, d'une mention dans la présente annexe et pour le complément d'une comptabilisation en provisions.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,75 %
- Taux de croissance des salaires : 2 %
- Age de départ à la retraite : 62 ans
- Table de taux de mortalité : Table Insee 2022

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Nous rappelons que par acte en date du 11 mars 2020, la société a conclu un contrat de location-gérance avec la société PILALEURE à effet au 1^{er} mars 2020. La société n'a donc eu sur l'exercice ouvert à compter du 1^{er} mars 2020 qu'une activité de loueur de fonds. Ce contrat a été résilié le 28 février 2021.

La société CLOVIS dont la date de clôture a fait l'objet d'un changement au 31 décembre 2021 a repris une activité commerciale depuis le 1^{er} mars 2021 et succède à la société PILALEURE (exercice du 13 février 2020 au 28 février 2021). L'exercice précédent comporte donc 10 mois d'activité contre 12 mois pour l'exercice clos au 31 décembre 2022.

Règles et méthodes comptables

Autres éléments significatifs

Le conflit entre L'Ukraine et la Russie constitue un événement significatif de l'exercice 2022 dont les conséquences n'ont pas impacté les comptes de l'exercice 2022. Les différents postes du bilan ont été évalués en fonction des informations disponibles au 31 décembre 2022 et ne sont donc pas impactés.

A ce stade, les conséquences économiques ne sont pas totalement connues à la date d'arrêté des comptes. Toutefois, la direction n'anticipe pas d'impact remettant en cause la continuité d'exploitation de l'entreprise.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	1 053 000			1 053 000
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	490			490
Immobilisations incorporelles	1 053 490			1 053 490
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	214 714	6 285		220 999
- Installations générales, agencements aménagements divers	900 750	45 571		946 321
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	10 279	697		10 975
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	1 125 743	52 552		1 178 296
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	23 708	737		24 446
Immobilisations financières	23 708	737		24 446
ACTIF IMMOBILISE	2 202 942	53 289		2 256 231

■ Notes sur le bilan

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

	31/12/2022
Éléments achetés	1 053 000
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	
Total	1 053 000

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	490			490
Immobilisations incorporelles	490			490
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	104 814	28 188		133 002
- Installations générales, agencements aménagements divers	371 273	105 983		477 256
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	8 109	1 761		9 870
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	484 196	135 932		620 128
ACTIF IMMOBILISE	484 686	135 932		620 618

■ Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	24 446		24 446
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	29 150	29 150	
Autres	563 511	563 511	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	5 550	5 550	
Total	622 656	598 211	24 446
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	95 675
Disponibilités	
Total	95 675

■ Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	65	16 468	65	16 468
Total	65	16 468	65	16 468
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		16 468	65	
Financières				
Exceptionnelles				

Capitaux propres

Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	828	100,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	828	100,00

Notes sur le bilan

Provisions

Dettes

Etat des dettes

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	392 778	188 000	204 778	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 151 854	1 151 854		
Dettes fiscales et sociales	203 698	203 698		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	10 658	10 658		
Produits constatés d'avance				
Total	1 758 989	1 554 211	204 778	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	186 725			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	152
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	78 393
Dettes fiscales et sociales	128 624
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	10 607
Total	217 776

■ Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Montant
Charges d'exploitation	5 550
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
Total	5 550

Autres informations

Effectif au 31 décembre 2022

Cadre 1

Agent de Maîtrise 4

Employés 27

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euro
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
<i>Nantissement du Fonds de Commerce à hauteur du montant du prêt du Crédit Agricole</i>	392 626
Autres engagements donnés	392 626
Total	392 626
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

■ Autres informations

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 57 456 euro

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 13 283 euro

Pour un régime à prestations définies, il est fait application de la recommandation ANC 2013-02 du 7 novembre 2013.

CLOVIS
Société par actions simplifiée au capital de 82.800 euros
Siège social : Triage de la Pelleterie – Breteuil-sur-Iton – 27160 BRETEUIL
RCS EVREUX 520 457 136

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 13 DECEMBRE 2023

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2022

L'assemblée générale décide d'affecter le résultat de l'exercice s'élevant à 61.922,91 euros en totalité au poste « autres réserves ».

Après cette affectation, le poste « autres réserves » s'élève à 921.518,85 euros et les capitaux propres sont de 1.592.598,85 euros.

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du code général des impôts, nous vous rappelons que les dividendes suivants ont été versés au titre des trois derniers exercices :

Exercice	Dividendes versés	Eligible à l'abattement de 40%	Non éligible
31.12.2021	110.000 euros	/	110.000 euros
28.02.2021	/	/	/
29.02.2020	/	/	/

Vote de l'assemblée générale ordinaire annuelle du 13 décembre 2023

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Certifiée conforme
La Présidence

Olivier DROMER

✓ Certified by  yousign

O.D. F.C.